

LA DOMESTICATION DE LA RÉVOLUTION :  
DU VIOL DES PRINCIPES DOCTRINAUX  
À LA PATRIMONIALISATION DE L'IDENTITÉ ANARCHISTE  
EN PASSANT PAR L'INTÉGRATION DE LA CNT  
À L'ÉTAT RÉPUBLICAIN  
(1936-1939)

François GODICHEAU  
Université Michel de Montaigne Bordeaux 3

SI L'ON CHERCHE À SAVOIR ce qu'est devenu le mouvement libertaire pendant la guerre civile espagnole, on rencontre immédiatement une difficulté majeure, celle de la définition de l'objet « mouvement libertaire », qui peut être source d'incompréhensions profondes et d'infinies polémiques. Sans prétendre me livrer dans cet article à cet exercice de définition, je partirai de la manière dont à mon sens s'articulent les différentes caractéristiques du mouvement libertaire, de manière à mieux comprendre les différents types de transformations qu'il subit pendant la guerre civile.

En son centre, on trouve la CNT, institution à laquelle sont greffés d'autres groupements comme la FAI, les Cadres de Défense confédéraux, les Jeunesses Libertaires, les *Mujeres Libres*, sans oublier les journaux, les institutions culturelles comme les athénées, etc. La spécificité de cet ensemble reposait à mon sens plus sur la mise au service de l'objectif révolutionnaire d'un certain nombre de principes de fonctionnements et de principes doctrinaux, que sur la référence à l'anarchisme ou à l'anarchosyndicalisme considérés du point de vue théorique.

## **L'évolution idéologique spectaculaire de la CNT pendant la guerre civile et la place des questions doctrinales dans le mouvement libertaire**

D'une part, la CNT ne s'appuyait pas sur une théorie, mais sur un ensemble d'éléments doctrinaux et de principes dont l'antiétatisme et l'apolitisme. Les sensibilités que l'on peut distinguer en son sein – collectivisme, anarcho-communisme, syndicalisme révolutionnaire – n'étaient pas non plus des courants structurés autour de théories concurrentes. Chercher à les délimiter conduit souvent à reconstituer des groupes et des réseaux de connaissances marqués par des pratiques et une histoire communes. D'autre part, la CNT se caractérisait par un ensemble de pratiques institutionnelles – fonctionnement interne des syndicats, des congrès, éventail de l'action directe, activités de solidarités et activités d'auto-éducation – nourries de ces mêmes principes, au centre desquels « l'anti-autoritarisme » et le pacte confédéral, pratiques liées à sa position dans la société : elle était en effet une organisation de la classe ouvrière et du prolétariat urbain et rural, qu'elle participait à constituer en classe et en classe révolutionnaire

L'objectif révolutionnaire, plus encore peut-être que l'anti-autoritarisme, était ce qui faisait la spécificité et fondait la CNT : l'accusation de réformisme portée contre les « trentistes » fut beaucoup plus grave et plus efficace que celle d'autoritarisme portée contre García Oliver dans les années vingt ou contre les « Amis de Durruti » en mai 1937. Il est à noter à ce propos que le refus de nombreux syndicats d'expulser les membres de ce regroupement face à l'exigence de la Confédération Régionale du Travail catalane, se justifiait, selon eux, par leurs qualités de « vrais révolutionnaires », même s'ils étaient « un peu autoritaires ». Les principes d'organisation étaient au service de cet objectif révolutionnaire et les principes doctrinaux comme l'anti-étatisme ou l'apolitisme en découlaient : l'intervention de l'État dans les conflits du travail ainsi que la politique parlementaire et les partis eux mêmes étaient considérés comme des pièges visant à étouffer la révolution. Ces principes d'organisation fonctionnaient en retour comme autant de signes distinctifs doctrinaux autant que culturels, qui tout comme le sigle CNT semblaient garantir le caractère révolutionnaire de l'organisation commune. Au-delà, une grande souplesse pouvait régner, tant sur les formes ou les caractéristiques concrètes de la révolution à venir que sur la société nouvelle à construire, ce qui autorisait des courants assez disparates. Plus que d'avancer dans un débat théorique contradictoire, qui se réduisait en réalité à la contreposition de doctrines, il était important que l'action quotidienne de la CNT tendit vers la libération de l'exploitation, vers l'émancipation des travailleurs. On peut juger relativement stérile cette confrontation doctrinale ou par exemple les résultats du congrès de Saragosse en mai 1936, au regard des défis qui attendaient la Confédération, mais il faut souligner avec César Lorenzo, l'importance pour les militants et les adhérents de cette peinture de l'avenir et de ces discussions inter-

minables sur la société future : leur participation à l'auto-formation des militants, la diffusion large des idées, images et modèles de gestion ouvrière et de socialisme libre eurent sans conteste une influence sur l'enthousiasme révolutionnaire des premiers temps de la guerre civile et les réalisations dans lesquelles il s'incarna<sup>1</sup>.

Mais le passage d'une position de défense des intérêts prolétariens orientée vers la révolution à une position de pouvoir liée au mouvement révolutionnaire lui-même et à la guerre civile qui l'accompagna bouleversa le mouvement libertaire selon plusieurs modes et en plusieurs étapes. Ces changements ont été commentés traditionnellement et continuent à l'être, sur deux modes opposés, avec diverses variantes en fonction des prises de partis : à un pôle on trouve l'analyse de Miquel Amorós qui insiste sur la responsabilité des dirigeants de la CNT et de la FAI et parle de la trahison de la révolution, entamée dès l'entrée au gouvernement de la Généralité en septembre 1936<sup>2</sup>. Cette trahison s'en ensuite aggravée selon lui, notamment, lors de la militarisation des milices, lors des événements de mai 1937 à Barcelone, par l'attitude vis à vis des « Amis de Durruti » et enfin par l'unité avec l'UGT en mars 1938 et l'entrée consécutive dans le Front populaire et dans le deuxième gouvernement Negrín. A l'autre pôle, on trouve le récit de César Lorenzo, pour lequel, la situation révolutionnaire ayant élevé les militants de la CNT à des positions de pouvoir, l'entrée dans le gouvernement était logique et nécessaire et les adaptations idéologiques contenues entre autres dans les diverses propositions d'Horacio Prieto ou dans le pacte CNT-UGT de mars 1938 ne furent que prises en compte jamais assez franches ni assez rapides de la nouvelle réalité<sup>3</sup>. Dans ce cas, les responsables du fiasco furent ceux qui résistèrent à ce processus « nécessaire » et « logique » et retardèrent en particulier de plusieurs mois l'entrée de la CNT au gouvernement, de même que ceux qui, par la suite, au nom de ce qu'il qualifie « d'intégrisme » ou de « bigoterie » anarchiste s'opposèrent au « réalisme » du CN de la CNT.

Sans nier les responsabilités individuelles de tel ou tel dirigeant, il me semble nécessaire de ne pas tomber dans une interprétation systématiquement intentionnelle et morale des actes des uns et des autres : la logique suivie par les dirigeants comme García Oliver, Horacio Prieto ou Mariano Vázquez quand ils justifiaient leurs actes, partait de la préservation de l'organisation, considérée comme un point de départ indispensable pour l'émancipation sociale. Cependant, ils ne firent pas que dérouler les conséquences logiques d'une situation de départ, grâce à un surplus de clairvoyance. Entre leurs justifications et les transformations de la CNT, il y a la place pour une analyse relativement détaillée de celles-ci qui montre à quel point le « mouvement libertaire » s'aliéna, ne subsistant à la fin

---

<sup>1</sup> *Le mouvement anarchiste en Espagne*, Paris, Éditions libertaires, 2006, p. 498-499.

<sup>2</sup> *La revolución traicionada. La verdadera historia de Badius y Los Amigos de Durruti*, Barcelona, Virus, 2003.

<sup>3</sup> Cette analyse, déjà bien présente dans le livre de 1969, *Los anarquistas españoles y el poder*, se trouve confirmée dans la version augmentée citée précédemment.

qu'un patrimoine identitaire et des principes certes piétinés, mais qu'un des clans dirigeants se chargea d'entretenir et de figer après 1939.

Les étapes de l'évolution idéologique sont relativement connues, et je me contenterai de les rappeler pour insister ensuite sur les transformations organisationnelles et les conséquences destructrices de l'ensemble pour le « mouvement libertaire ». Faut-il parler d'évolution idéologique, d'adaptation tactique ou de viol des principes ?

Le premier pas fut l'entrée au gouvernement de la Généralité, en septembre 1936, après avoir pris la décision de dissoudre le Comité central des milices antifascistes de Catalogne, qui ressemblait déjà fort à un gouvernement. Puis, ce fut l'entrée au gouvernement de la République. La discussion fut longue. Dès le 29 juillet, le CN discuta de la proposition de former, avec les autres organisations, un Conseil National de Défense à la manière du Comité central des milices constitué en Catalogne huit jours avant, et où les libertaires occupaient les postes les plus importants<sup>4</sup>. Mais il ne faut pas exagérer la répugnance des dirigeants à violer les principes libertaires car à aucun moment ils ne fermèrent la porte complètement à la collaboration gouvernementale. Il ne s'agissait pas non plus de trouver un moyen de ne pas choquer les militants. Dès la fin juillet, il semble que l'opinion de la majorité des cénétistes catalans ait été de prendre le pouvoir ; lors d'une assemblée le 26 juillet, cette option fut temporairement repoussée à condition que les délégués du CR posent la question au CN du 29, de l'implantation du communisme libertaire une fois vaincu le soulèvement. Ces mêmes délégués avouèrent d'ailleurs lors de cette réunion qu'en cas de prise de Saragosse par les milices catalanes, il n'y aurait plus moyen d'arrêter le gros de l'organisation<sup>5</sup>.

Les attermoissements de la direction cénétiste entre la fin juillet et le mois de novembre 1936 et les diverses propositions intermédiaires montrent qu'il s'agissait de trouver une « formule » pour ne pas avoir l'air de violer *ouvertement* les principes. C'est ainsi que l'on tenta de maquiller le changement en appelant le gouvernement catalan où quatre ministres CNT entrèrent en septembre 1936, « Conseil de la Généralité », ce qui était du reste sa dénomination officielle. Mais très vite, la réalité s'imposa jusque dans les journaux confédéraux : au bout de deux jours, on parla de « gouvernement ». Lors de l'entrée dans le gouvernement Largo Caballero en novembre, il fut impossible de prétendre qu'il ne s'agissait pas d'un gouvernement ni de l'État. Mais auparavant, plusieurs propositions de la direction de la CNT ou de certaines directions régionales avaient été faites, par exemple l'idée de commissions mixtes syndicales adjointes aux ministères, ce qui témoigne de la difficulté à participer au pouvoir sans renoncer à l'identité de l'organisation.

---

<sup>4</sup> Josep A. Pozo González, « El poder revolucionari a Catalunya durant els mesos de juliol a octubre de 1936 : crisi i recomposició de l'Estat », p. 231.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 231-232.

Mais bien que les questions de principes fussent rendues caduques par la réalité (le pouvoir aux mains de la CNT) c'est des principes que vint l'embarras. Les difficultés de la CNT surgissaient de l'absence de préparation à la prise du pouvoir, d'un plan concret, absence elle-même liée au caractère très abstrait des discussions du congrès de Saragosse et au principe anti-politique et anti-étatique. Pourtant, lors du débat sur l'entrée au gouvernement, la discussion fut amenée sur la question des principes par ceux des dirigeants qui avaient trouvé dans la profession de gardiens de la doctrine une source de prestige importante, comme Diego Abad de Santillan ou Federica Montseny. En cela, ils ne faisaient que suivre la logique qui sous-tendait l'existence de la FAI. Celle-ci, rappelle fort justement César Lorenzo, était jusqu'en 1934 : « un épouvantail sans consistance, un cri de ralliement ou, si l'on préfère, l'énorme bluff d'une multitude de réseaux indépendants d'anarchosyndicalistes opposés au « réformisme », au « révisionnisme » et aux infiltrations des militants des partis politiques »<sup>6</sup>. Alors qu'au départ, « émanation de la militancia de la CNT », elle veillait « au respect de l'apolitisme révolutionnaire », elle eut tendance à partir de 1934, sous l'influence d'Abad de Santillan, à acquérir une véritable existence autonome. Mais sa fonction comme émanation d'une CNT luttant pour l'émancipation ouvrière, évolua sensiblement une fois la CNT en situation de pouvoir : alors même que la révolution commençante mettait à mal les principes doctrinaux, puis au fur et à mesure que la CNT et la FAI elle-même s'intégraient au Front populaire, s'éloignaient de la révolution, et reproduisaient la politique de leurs partenaires et adversaires, la doctrine se transforma en patrimoine d'autant plus précieux qu'il était malmené et la fonction de la FAI devint, pour certains de ses dirigeants, de le préserver et de le défendre. Cette évolution fut d'abord et surtout le fait des dirigeants de la FAI catalane, contre les militants anarchistes eux mêmes, on va le voir ; et elle s'explique en partie aussi par la « lutte de clans » qu'ils menaient avec d'autres groupes pour la direction du mouvement libertaire. Leur invocation des principes de l'anarchisme, que ce soit pour s'excuser de transiger avec eux ou ensuite, à partir de 1938, pour accuser leurs adversaires de les violer, posait néanmoins une question identitaire essentielle : qu'était-ce donc qu'un « mouvement libertaire » qui assumait un pouvoir révolutionnaire ou qui gouvernait aux côtés d'autres formations ouvrières et républicaines, repoussant la révolution aux calendes grecques : un parti socialiste rouge et noir ? La « mauvaise conscience » libertaire dans les tâches de gouvernement, l'invocation incessante du caractère exceptionnel de la situation et des choix effectués, permettaient de rappeler en permanence l'identité distincte de la CNT, même si dans les faits, sa ligne directrice l'assimilait de plus en plus à ses adversaires « marxistes ».

L'évolution idéologique du mouvement libertaire s'effectua donc de manière complexe : face à ceux qui se positionnaient habilement comme les gardiens de la

---

<sup>6</sup> *Le mouvement anarchiste en France, op. cit.*, p. 487.

doctrine, et qui devinrent ensuite en exil, les « puristes », d'autres comme Horacio Prieto ou encore Mariano Vázquez, faisaient le choix inverse d'être conséquents avec les premières remises en cause pragmatiques des principes, et accélérèrent l'adaptation programmatique de la CNT.

Le projet présenté par Horacio Prieto à un Plénum du mouvement libertaire en septembre 1937 allait très loin. La première proposition, la fusion avec l'UGT, mettait fin à la spécificité libertaire de la CNT qui était conçue comme la garantie de son caractère révolutionnaire. La deuxième, la construction d'une « République socialiste démocratique et fédérale » issue d'une consultation électorale où les libertaires interviendraient, pour reprendre les mots de César Lorenzo<sup>7</sup>, remplaçait l'objectif indéterminé de révolution par une formule proche de l'idée « d'État ouvrier », où seul l'adjectif fédéral renvoyait vaguement à des valeurs partagées par les libertaires. La troisième proposition, « reconnaissance des acquis de la Révolution », conjuguée à la cinquième, « élaboration d'un système économique pluraliste conciliant divers intérêts et points de vue idéologique de l'antifascisme », avec un secteur nationalisé, un autre collectivisé et un autre privé, transformait la révolution en acquis ouvriers à défendre dans le cadre d'une économie dont les fondements restaient capitalistes, adoptant au moins le gradualisme, sinon la philosophie du programme minimum et du programme maximum.

César Lorenzo conclut fort justement que « les anarchistes ne l'étaient plus vraiment », et illustre ensuite les progrès de cette remise en question idéologique en exposant les termes du plénum économique de janvier 1938 et du pacte CNT-UGT de mars. Dans le texte présenté pour ce pacte, la spécificité de la CNT était encore visible dans l'importance donnée au syndicat dans le cadre de la future organisation nationale de l'économie, mais cela ne faisait que tirer le schéma vers l'État syndical, l'essentiel restant, pour l'UGT, que la CNT convienne de la prééminence de l'État, responsable de la sanction légale des acquis, et au gouvernement duquel devaient siéger des syndicalistes choisis lors d'élections populaires. La CNT ne présentait dès lors plus un profil si différent d'une UGT qui concevait son rôle comme celui d'une organisation subsidiaire du gouvernement de Front populaire. Cette adaptation n'était pas une manœuvre tactique dans le cadre d'une stratégie révolutionnaire, c'était la conséquence de l'idée que la révolution était advenue, et que sa réalité, non conforme aux projections idéalistes du congrès de Saragosse, obligeait la CNT à dépasser ses vieux principes et à en gérer les réalisations, pour les protéger de partenaires fourbes et menaçants.

La distance idéologique entre cette opinion et celle des « puristes » de la FAI était donc immense, et l'une et l'autre étaient finalement fort peu partagées au sein de la *militancia*. Pourtant, en dépit de ce caractère minoritaire, la transformation de la CNT eut lieu : les uns et les autres, tout comme ceux qui, à l'image de García Oliver, ne systématisaient pas leur position et empruntaient alternativement aux

---

<sup>7</sup> *Le mouvement anarchiste en Espagne, op. cit.*, p. 361 (p. 230 dans la version de 1969).

deux attitudes, participèrent à l'intégration du « mouvement libertaire » au nouvel État républicain en guerre et à sa transformation en instrument de domestication de la révolution et de mobilisation pour l'union nationale. Les adaptations idéologiques, et même le tournant « puriste » des « bigots » comme Abad de Santillán ou Federica Montseny ne furent que les expressions criardes d'une évolution de fond qui toucha les règles de fonctionnement des organisations libertaires et aboutit à transformer la CNT, d'organisation révolutionnaire du monde ouvrier, en rouage d'un État d'Union nationale en guerre. En effet, l'adaptation idéologique au sommet de l'organisation n'englobait ni ne convainquait la majorité des militants, qui ne s'impliquèrent massivement dans cette transformation de l'organisation que grâce à une véritable mise en discipline, laquelle répondait à la militarisation de la politique dans le camp républicain. En outre, l'accent mis au début de la guerre sur les questions de principes doctrinaux et le sentiment de perte d'identité politique par l'abandon des objectifs traditionnels biaisèrent considérablement le débat entre les dirigeants et les militants qui protestaient contre cette évolution, en orientant stérilement leur discours vers un retour illusoire à « la personnalité anarchiste du mouvement » – ce fut le cas pour José Peirats et ses amis des JJLL catalans. Le débat ainsi faussé et le sentiment d'aliénation allant croissant avec le temps et l'intégration pratique dans l'Union nationale, les conditions étaient réunies pour la future victoire des « puristes », c'est à dire la réduction du mouvement libertaire aux principes devenus « sacrés » de l'anti-étatisme et de l'apolitisme, à l'appropriation par certains dirigeants de la FAI, ministres, devenus puristes, d'un patrimoine identitaire dont l'importance stratégique crût encore après 1939.

## **Étapes et formes de la transformation organisationnelle du mouvement libertaire**

La participation au gouvernement fut plus qu'une *conséquence* de la position éminente acquise par la CNT du fait de l'échec du coup d'État de juillet 1936, elle fut aussi la *cause* d'un clivage croissant entre un sommet de l'organisation s'adaptant au pouvoir, à ses « responsabilités » et à son exercice, et de très nombreux militants engagés dans les organes de pouvoir révolutionnaires comme les comités, ou dans la transformation de l'économie, que ce soit dans les conseils, les collectivités ou les syndicats.

Les directions de la CNT et de la FAI participant aux gouvernements se rendaient parfaitement compte que leurs organisations n'étaient pas de celles qu'on dirige et qui obéissent. Les traditions d'autonomie et de fédéralisme, la relative « horizontalité » du mouvement libertaire, régi par des réflexes de solidarité plus que par l'obéissance à des consignes générales posèrent de gros problèmes quand il s'agit de faire appliquer les résolutions du gouvernement catalan ou du gouvernement républicain sur la militarisation des milices ou la réorganisation municipale.

Pendant les mois d'octobre 1936 à avril-mai 1937, la pression pour la militarisation sur le front et la dissolution des comités à l'arrière se heurta à une résistance forcenée qui ne fut vaincue que grâce à un chantage mené par les gouvernements avec toutes leurs composantes, au premier rang desquelles la CNT. L'État monnaya la discipline politique par la distribution ou la rétention des armes à destination des milices ou des subvention pour les municipalités<sup>8</sup>. Une bonne partie de la colère de la majorité des militants anarchistes, qui s'exprima dans les discussion et le vote du Plénum de février 1937 à Barcelone et dans le succès rencontré par le groupe des « Amis de Durruti » venait de ce constat : la violation des principes anti-étatiques se trouvait mise au service d'une politique qu'ils jugeaient contre-révolutionnaire<sup>9</sup>. Là encore, cette prise de conscience se fit de manière sensiblement différente selon la capacité d'observation et d'élaboration des uns et des autres, mais elle était très nette chez le journaliste Jaime Balius, qui la diffusait autour de lui, et chez l'Italien Camilo Berneri. Elle était d'autant plus importante chez ce dernier qu'il avait été partisan de l'entrée au gouvernement<sup>10</sup>.

Dans ce contexte de contestation croissante de la ligne et de l'autorité dirigeante de la CNT et de la FAI, les journées de mai à Barcelone virent des responsables comme García Oliver faire usage de tout ce qui leur restait de crédit pour se faire obéir des militants qu'ils n'avaient pas su discipliner. Mais la répression qui suivit ces événements et l'attitude pour le moins dilatoire, sinon parfois complice, de la direction face à son devoir de défense concrète et politique des militants – selon le pacte fédéral<sup>11</sup> – rendit encore plus urgente qu'avant mai la réorganisation du mouvement libertaire. Du point de vue de l'État, très bien

---

<sup>8</sup> Pour les municipalités, Cf. Josep A. Pozo González, *op. cit.*, chap. 10, pp. 276 *et sq.* Pour les milices, des éléments dans Antoine Giménez et les Giménologues, *Les fils de la nuit*, 2006.

<sup>9</sup> Lors de ce Plénum, le candidat de la direction au poste de secrétaire fut relativement mal élu, avec une majorité de mandats qui représentait une minorité d'adhérents. Cf. François Godicheau, *La guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne*, Paris, Odile Jacob, 2004, p. 158 *et sq.*

<sup>10</sup> Miquel Amorós, *op. cit.*, et Camilo Berneri, *Œuvres choisies*, Paris, Ed. du Monde Libertaire, 1988.

<sup>11</sup> L'équilibre et l'unité du mouvement reposaient sur une sorte de « pacte social » qui justifiait et fondait les relations de solidarité. C'est le « pacte fédéral » destiné à préserver « l'unité d'action », basé sur l'idée d'un équilibre entre l'indépendance des petits groupes ou des sections syndicales et l'efficacité de l'agir ensemble (de tous les syndicats d'une branche ou d'une localité, de tout un mouvement). Selon Anna Monjó, « el pacto consistía en no emprender ninguna lucha, reivindicación de más salario, o lo que fuese, sin que antes no fuera comunicado a las otras secciones, de forma que en una petición de aumento de salarios, todas las secciones se unían en un solo bloque para luchar contra sus respectivas patronales, al revés de antes de 1918, que los albañiles pedían más salario y no se acordaban a los ladrilleros o peones de albañiles » (*Militants*, Barcelona, Laertes, 2005, p. 117). Il consistait aussi à ne pas « laisser tomber » des camarades une fois qu'ils s'étaient lancés dans une action collective. Voir aussi à ce propos, Susanna Tavera qui explique dans sa biographie de Federica Montseny (*Federica Montseny. La indomable*, Madrid, Temas de Hoy, 2005, p. 179) : « Mediante obligaciones recíprocas y un « pacto individual » que establecía sus límites, este « pacto federal » mantenía unidos entre sí a los diferentes adherentes obreros, a los sindicatos confederales y también a los diversos niveles de representación orgánica de un mismo nivel o de diferentes niveles. »

exprimé par le cominternien Togliatti dans ses rapports, il fallait, après avoir intégré la direction du mouvement, intégrer l'ensemble de la CNT, en « l'épurant » des éléments trop réfractaires<sup>12</sup>. Les changements d'organisation au sein de la CNT et de la FAI ne furent donc pas techniques, de simples adaptations pragmatiques à une situation qui requérait de l'efficacité ; adossés à chaque fois à un discours politique « d'union antifasciste », ils furent des pas essentiels vers la transformation de l'institution révolutionnaire CNT en un relais de l'État, c'est à dire vers la domestication de la révolution.

### **La centralisation disciplinaire du mouvement : commission politique et comité de liaison**

Au début du mois d'avril 1937, le Comité Régional de la CNT proposa que se constituât en son sein une *Comisión Asesora Política*, littéralement Commission d'aide technique concernant la politique. Cette « Commission politique » était censée analyser les changements dans la situation politique et élaborer les réponses du mouvement libertaire : déclarations, campagnes et initiatives diverses. Elle était rattachée au Comité Régional et ses propositions valaient pour l'ensemble des trois branches, CNT, FAI et JJLL. Ce travail de préparation en amont par un groupe réduit instituait une direction de la direction, en fait, un véritable bureau politique à l'image de ce qui s'était passé au comité central du parti bolchevique après un peu plus d'un an d'exercice du pouvoir en Russie<sup>13</sup>.

Au début de l'été 1937, on note dans les réunions du CR de la CNT des tensions sur les attributions de la CAP : un délégué rappelle, le 2 juillet, qu'elle est née comme une commission technique d'aide au Comité Régional, et en aucun cas comme un organe exécutif. Un autre lui emboîte le pas en soulignant que si « CAP » signifie « tête » en catalan, cet organisme ne doit pas pour autant se prendre pour la tête de l'organisation et prendre des initiatives sans en informer le CR. Ces mises en garde nous renseignent sur la dérive et l'appétit de pouvoir d'un tel organisme, qui non content de préparer les décisions politiques, avait tendance à vouloir se passer de l'aval des délégués des syndicats présents au CR<sup>14</sup>.

Le point de départ de la discussion n'était pas sans signification. Il s'agissait de l'envoi de télégrammes aux sections locales et sur le front, pour que les militants les adressent à leur tour au gouvernement, pour protester de l'exclusion de la CNT de celui-ci. L'initiative de la CAP, qui s'était heurtée au refus de la base de mener une telle campagne, était à la fois l'expression de son souhait de colla-

---

<sup>12</sup> *Escritos sobre la guerra de España*, Barcelona, Crítica, 1980, notamment p. 137 et sq.

<sup>13</sup> Cette analogie fut d'ailleurs pointée par Horacio Prieto lui-même dans une de ses œuvres (cité par César Lorenzo p. 374 de la nouvelle version de son livre).

<sup>14</sup> Procès verbaux des réunions du Comité régional de la CNT, réunion du 02/07/37. International Institute of Social History (IISH), CNT, 39 A.

boration politique et de son attention en matière d'organisation, aux pratiques développées par le parti communiste, promoteur habituel de ce type de « campagnes spontanées ». L'innovation qu'elle représentait sur le plan de l'organisation n'était donc pas technique, elle était au service d'une politique largement rejetée par les militants, comme le montrent les comptes-rendus de plénums et d'assemblées de cette époque. Mais elle ne disposait pas de moyens de contrainte.

La CAP, d'abord présidée par Dionisio Eroles, puis par Juan García Oliver, deux hommes relativement autoritaires, continua pourtant tranquillement son chemin. Elle proposa diverses initiatives politiques, qui traduisaient la volonté de ne pas donner l'impression que le mouvement libertaire était à la remorque des autres organisations. Le 8 juillet, elle présenta au Comité Régional, un plan de célébration du premier anniversaire du 19 juillet 1936. Il semble que ce soit aussi elle qui décida et surveilla la publication, à partir de la fin juillet, du journal *Libertad*, conçu comme un contre-feu face à l'organe des « Amis de Durruti », *El Amigo del Pueblo*. Dans *Libertad*, publié clandestinement, on trouvait associée l'exigence véhémement de libération des « prisonniers antifascistes » (pour la plupart cénétistes) à un grand conformisme vis à vis de la ligne de collaboration politique, contrairement au ton de *El Amigo del Pueblo*. Ce fut vraisemblablement la même CAP qui négocia avec les Cadres de Défense CNT devenus depuis le printemps 1937 « sections d'information et de coordination » de la CNT, la suspension de leur organe clandestin *Alerta* à condition que reparaisse un *Libertad* vraiment radical. La encore, il se trouve qu'*Alerta* dégageait un véritable programme politique alternatif ressemblant à celui des « Amis de Durruti » et condamnant la « collaboration » et le « circonstancialisme » de la direction (qui justifiait son tournant politique par les « circonstances exceptionnelles »)<sup>15</sup>.

Une évolution similaire eut lieu sur le plan national un peu plus tard : le 9 février 1938, les dirigeants de la FAI et quelques membres du CN de la CNT se réunirent discrètement pour discuter de la nécessaire constitution d'une Section d'Action Politique du « mouvement libertaire », avec attributions exécutives au niveau national<sup>16</sup>. Le lendemain, le secrétaire général Mariano Vázquez, proposait à la réunion du CN, à laquelle assistait une délégation du CP, la création d'une sous-section du CN, chargée d'étudier les problèmes politiques et d'aider le CN, où la FAI aurait deux représentants sur cinq. Cet organisme ressemblerait à la CAP catalane. Les personnes qui s'étaient réunies la veille firent alors part de leur désaccord et prêchèrent pour une SAP exécutive avec représentation égale de la FAI et de la CNT. La différence était simple : où le CN de la CNT continuait à diriger seul la politique du mouvement libertaire, informé par une commission

---

<sup>15</sup> Cf. mon article « Periódicos clandestinos anarquistas en 1937-1938: las voces de la base militante », *Ayer*, n° 55, 2005, p. 175-205.

<sup>16</sup> « Informe sobre la Comisión de Acción Política del Comité Nacional de la CNT ». 30 juin 1938, IISH, FAI-PE, 17 A.

mixte, ou il était remplacé par un nouvel organisme partagé avec la FAI. La tendance au centralisme était bien la même qu'en Catalogne, mais elle était perturbée par les relations tendues entre le Comité péninsulaire de la FAI, tenu par les anarchistes « puristes », et le Comité National de la CNT<sup>17</sup>. Dans les deux cas cependant, on trouvait la même volonté de réunir les diverses composantes du mouvement libertaire en un seul vaste organisme, ce qui aurait permis d'unifier la politique suivie et d'éviter l'expression de divergences avec la ligne de la direction, surtout de la part des groupes et des fédérations anarchistes, et des fédérations de Jeunesses libertaires (celles de Catalogne et d'Aragon, tout spécialement). A cet effet, la CAP catalane fut très vite complétée par un Comité de Liaison CNT-FAI-JJLL, dont le but était d'empêcher les tendances les plus radicales de contredire quotidiennement le discours de la direction cénétiste. Il fut dit clairement lors de la réunion du 12 juillet 1937 qui décida de sa constitution, que ce comité devait « étudier tous les désaccords qui pourront surgir entre les divers comités » et qu'il s'efforcerait « de gommer toutes les aspérités » pouvant surgir au sein du mouvement. Selon un membre du CR, face au danger de scission dans le mouvement :

les éléments extrêmes, tant de la partie extrémiste que de la modérée se trouvent en permanence à de telles distances les uns des autres, ils soutiennent des polémiques si fortes, qu'il est nécessaire qu'un élément comme le Comité de liaison intervienne pour que ne se produisent pas d'affrontements et pour que s'harmonisent les positions<sup>18</sup>.

La poursuite de la discussion le lendemain éclaire un peu plus crûment les raisons de la création d'un tel organisme. Après une discussion houleuse, il apparaît que le Comité de Liaison devait d'abord et avant tout permettre de contrôler le Comité de Défense et de Coordination, clandestin. Celui-ci était directement lié aux projets conspiratifs, à la prévision « qu'un jour, puisse venir le moment où nous devrions contrôler toutes les forces confédérales », mais il était surtout, à ce moment-là, la pointe avancée de la contestation radicale à l'intérieur de la CNT et de la Fédération des groupes anarchistes de Barcelone, laquelle, dix jours avant avait voté le retrait de tous les représentants anarchistes à des postes officiels et condamné la politique de collaboration de la direction. Un mois plus tard, le 10 août 1937, après avoir rapporté que les Comités de Défense (ou de Coordina-

---

<sup>17</sup> La proposition de Mariano Vázquez étant adoptée lors de la réunion du 10 février, la FAI refuse d'y déléguer des représentants. Deux semaines après, elle finit par y participer, et le CN accepte qu'elle ait le même nombre de membres que la CNT. Au bout d'un mois de travail, les délégués du CP écrivent à celui-ci pour l'informer de l'impossibilité de poursuivre devant l'ampleur des désaccords politiques avec la CNT, sur le pacte avec l'UGT, sur le gouvernement et sa politique. Il explique que les sujets importants qui entraînent véritablement un désaccord ne sont pas traités dans la Section Politique et sont tout de suite soumis à la discussion du CN de la CNT (ou les FAIstes sont juste des spectateurs) : le cas de l'initiative consistant à écrire aux partis et à la direction du Front Populaire pour demander l'élargissement de celui-ci à la CNT (réunion du CN du 15 mars 1938).

<sup>18</sup> IISH, CNT, 39 A.

tion) avaient failli descendre dans la rue pour aider les militants du syndicat des transports dont le local était assailli par la police aux ordres du PSUC, un délégué au Comité régional, Sanchis insistait : « Avant de préparer un tel mouvement, ils [les comités et « *barriadas* »] auraient dû en référer au Comité de Liaison, qui est celui qui doit contrôler tous ces mouvements quand ils sont nécessaires ». C'est parce qu'il y avait un risque réel et permanent de perte de contrôle de pans entiers de l'organisation, pas seulement les Comités de Défense, mais aussi les Jeunesses, certains groupes de la Fédération de Barcelone et d'autres localités, que cet organisme avait été créé.

Ce même 10 août, le ton des paroles de García Oliver ne laissait pas de doute sur l'esprit de ces transformations organisationnelles. Montrant le lien entre ceux qui étaient prêts à se lancer dans la rue et les groupes opposés à la collaboration gouvernementale, il qualifiait ces militants non contrôlés de « traîtres », parlant de « punir les impulsifs » et rappelant que sur le front, « le camarade qui fait un faux pas est jugé et fusillé ». CAP et Comité de liaison étaient des innovations à caractère disciplinaire, qui avaient pour effet de « verticaliser » la CNT sur le modèle d'une armée politique, modèle qui était aussi celui des partis communistes<sup>19</sup>.

Les missions des deux comités étaient très semblables, la CAP effectuant plutôt un travail de fond pour changer la culture politique des militants anarchistes. Le 21 août, les délégués au CR étaient informés que : « Un certain nombre de camarades importants de chaque syndicat seront appelés par la CAP, qui leur expliquera les raisons qui obligent l'organisation à se comporter avec une grande passivité » face à ses adversaires<sup>20</sup>.

Et quand, un mois après le 10 août 1937, des organisations de base refusèrent cette passivité, la CAP se chargea de leur expliquer que seule la direction devait avoir l'initiative politique. Le 7 septembre en effet, le Comité régional de la CNT dut affronter un nouvel ultimatum des Comités de Défense (Coordination) d'un quartier du nord de Barcelone. Cet ultimatum évoquait des résolutions prises dans les quartiers « laissés dans une situation d'abandon » par la direction face aux « pouvoirs constitués », police et justice. Le lendemain, la discussion au sein de la direction aboutit à préciser l'instance où les décisions doivent être prises : la tête de l'organisation. Il s'agissait d'inverser le sens de l'obéissance et d'instituer un fonctionnement pyramidal. La direction était consciente que les Comités des quartiers étaient « les véritables vertèbres de l'Organisation, qui poussent, sentent et se défendent » et étaient « plus en phase avec la réalité », mais une chose n'était pas discutable : la direction devait diriger<sup>21</sup>.

Quelques semaines après, une autre décision montra que l'appétit de contrôle de la CAP s'étendait aux campagnes : devant l'apparente désorientation des syndicats

---

<sup>19</sup> Réunion correspondante, IISH, CNT, 39 A.

<sup>20</sup> *Idem.*

<sup>21</sup> *Idem.*

de la Catalogne rurale, le CR décida d'effectuer des tournées hebdomadaires, le dimanche, pour éviter selon elle un sentiment d'abandon de la part des syndicats. Les problèmes matériels (manque de véhicules, de pièces détachées, de carburant) retardèrent quelques temps la mise en place immédiate de ces inspections, qui ne devinrent régulières qu'à partir du printemps de 1938. Enfin, le 21 octobre 1937, la CAP remit un rapport au Comité Régional « sur les municipalités et l'orientation des camarades dans les conseils municipaux ». De même, elle s'occupait de fournir à la presse confédérale un relevé d'instructions politiques, de manière, non seulement à discipliner mais aussi à homogénéiser la propagande. C'est en raison de ces attributions qu'elle saisit le 1<sup>er</sup> décembre 1937 le Comité de liaison à propos des affichettes clandestines éditées et collées par les groupes anarchistes radicaux et les Jeunesses, pour faire cesser au plus vite leur impression et leur distribution car elles portaient « un préjudice moral à l'organisation »<sup>22</sup>.

Au début du mois de novembre, la CAP tirait un bilan positif sur son action disciplinaire – « l'organisation s'est renforcée » – mais appelait à faire un pas supplémentaire dans la centralisation de la direction, ce qui fut effectif quelques mois plus tard avec le Comité Exécutif du Mouvement Libertaire. En attendant, elle avait aussi atteint ses objectifs sur le plan de l'organisation des décisions politiques : c'était elle qui rédigeait les communiqués, les résolutions, les projets, qui discutait avec les autres organisations, en particulier, en novembre et décembre 1937, avec le PSUC et l'UGT, avec lesquels un rapprochement fut amorcé. Pourtant, tout en étant plus qu'un « comité technique politique » ainsi qu'elle avait été présentée à sa naissance, elle n'était toujours pas une direction exécutive.

Dans le bilan de la restructuration disciplinaire du mouvement libertaire, il ne faut pas oublier de mentionner les autres innovations. La première concerne la défense des prisonniers de l'organisation – du fait de la répression qui suivit les journées de mai 1937 – qui n'était plus assumée comme c'était de tradition, par des *Comités Pro-Presos* surgis dans les quartiers et les syndicats, mais par une Commission Juridique considérée comme un organe technique, et adjointe au Comité Régional. Cette innovation fut essentielle pour empêcher le développement d'une campagne de défense politique des prisonniers appuyée sur les organisations de base du mouvement, et qui aurait pu servir de point d'appui pour proposer une autre politique. Ce domaine de la défense des prisonniers continua pourtant à être un des terrains les plus tendus de la discussion sur les modes d'organisation, et le Comité Régional dut organiser, en décembre, une discussion générale, dans les trois branches du mouvement, autour d'un projet de refonte de la Commission juridique. Face à une avalanche de critiques et de reproches, il concéda une participation active des Comités Pro-Presos et des syndicats dans la défense des prisonniers, mais sous la responsabilité et la direction d'une Commission Juridique qui continuait à être un bureau délégué du Comité Régional. Ce compromis ne

---

<sup>22</sup> Réunion du CR de la CNT du 01/12/37, IISH, CNT, 39 A.

dura pas : enfin au complet à la mi-février, le Comité Pro-Presos central réunissant les délégués de tous les syndicats démissionna au bout d'un mois pour protester contre l'immobilisme de la direction. Celle-ci subordonnait la défense des prisonniers à l'avancée de ses discussions avec PSUC et UGT pour revenir au gouvernement<sup>23</sup>. Parallèlement à cette « section juridique », le Comité régional de Catalogne mit aussi en place une « section défense » chargée de coordonner toutes les questions ayant trait à la lutte sur le front, et la défense de ses positions au sein de l'armée populaire face à la pression communiste. Enfin, j'y ai fait allusion, les Groupes de Défense ou Cadres de Défense furent convertis dès le printemps de 1937 en « Section coordination et information » de la CNT, ce qui ne suffit pourtant pas à les contrôler ni à en faire un « appareil conspiratif » réellement centralisé et obéissant.

### **La discipline au service de l'intégration politique : 1) la Nouvelle structuration de la FAI**

La nouvelle structuration de la FAI que le groupe dirigeant *Nervio* tenta en vain d'imposer aux militants catalans visait à transformer cette organisation plus ou moins fantôme, dont la présence institutionnelle n'avait cessé d'augmenter depuis l'arrivée de Diego Abad de Santillán en 1934 et surtout depuis le début de la guerre civile, en parti politique de masse. Les changements qui étaient proposés tentaient d'adapter la FAI aux nouvelles conditions politiques de l'Espagne, c'est à dire, on va le voir, non seulement de centraliser son fonctionnement dans la logique des innovations évoquées précédemment, mais surtout d'en faire un instrument de participation efficace à une politique gouvernementale où il s'agissait de conquérir et défendre des lieux de pouvoir, en concurrence avec d'autres partis, dans le cadre de l'État républicain.

L'idée d'une adaptation du mode d'organisation de la FAI aux nouvelles conditions nées de la guerre et de la révolution ne datait pas du printemps 1937. L'arrivée de nombreux nouveaux adhérents et la situation de concurrence forte avec un parti nouveau comme le PSUC et même avec le POUM dont les effectifs avaient considérablement progressé, obligeait, selon certains, dès la fin de 1936, à une évolution : la structuration à base de groupes affinitaires réunis dans des Fédérations locales autonomes, n'était – semblait-il – plus adaptée aux circonstances. La première véritable apparition de l'idée d'une nouvelle structuration date du Plénum des groupes catalans du 6 décembre 1936, alors que le reflux du mouvement révolutionnaire commençait à être clairement perçu par tous. Une discussion s'engagea sur la meilleure manière d'encadrer les nouveaux sympathisants de la FAI. Le délégué de Lérida proposa la création d'une fédération parallèle de sympathisants, la FISA ; d'autres voulaient que les Jeunesses Libertaires les

---

<sup>23</sup> Cf. *La guerre d'Espagne. République et révolution...*, *op.cit.*

accueillent ou que les comités de quartiers s'en occupent en les intégrant dans les Athénées et les centres culturels. Finalement, sur une proposition d'un groupe de Sant Feliu de Guixols, l'assemblée vota la résolution suivante :

Les groupes d'affinité subsisteront [...] en formant au sein de chaque quartier [barriada] des regroupements [agrupaciones] anarchistes où pourront être contrôlés tous les sympathisants de nos idées et les orienter suivant les directions générales que nous définissons<sup>24</sup>.

Ce processus n'était pas propre à la Catalogne. A Valence, devant les difficultés de la « nouvelle économie » collectivisée et de la gestion des entreprises par les syndicats, dont les échecs furent mis sur le compte des trop grandes concessions à l'ancien système et aux conceptions « réformistes » des syndicats, un Plénum anarchiste du mois de mars élaborait des propositions semblables. Les axes de la transformation envisagée étaient un contrôle rigoureux des groupes, la subordination de « tous les camarades appartenant à la FAI » aux mandats de l'organisation et la conversion de l'organisation en un mouvement de masse, « sans abandon de ses principes de base ». La résolution soulignait l'absence d'organes techniques à certains niveaux de l'Organisation, le manque d'adaptation des instances, le manque de souplesse en général du corps de l'organisation, pour réagir aux changements de situation, la très grande difficulté à faire circuler les consignes. Les délégués à cette assemblée se plaignaient eux aussi qu'ils allaient « à la remorque des organisations syndicales ». Ils proposèrent alors d'organiser les militants par sections de quartiers ou de districts (par exemple en se basant sur la carte des athénées populaires), à partir de quoi seraient formées les Fédérations Locales Anarchistes<sup>25</sup>. C'est à peu près ce schéma que reprit le groupe *Nervio*, qui réunissait les membres dirigeants de la FAI catalane, après quoi il fut transmis par le CP de la FAI à toutes les régions le premier juin 1937. Les considérations politiques du préambule indiquent clairement qu'il ne s'agissait pas d'une réorganisation technique destinée seulement à accueillir les nouveaux militants, mais d'une véritable transformation de la FAI. Selon ce texte :

la situation créée par la victoire du 19 juillet a placé notre Organisation face à des tâches qui ne sont plus vraiment celle de la lutte audacieuse contre l'exploitation capitaliste et contre l'oppression de l'État, mais celles de la construction d'un nouvel ordre des choses basé sur la plus grande justice et la plus grande liberté pour tous<sup>26</sup>.

Ces lignes valant tout un programme passaient complètement au-dessus de la situation concrète du mouvement et des « conquêtes révolutionnaires », alors que pour les militants, les deux étaient gravement remises en question et la répression

---

<sup>24</sup> Archives Historiques de la Guerre Civile, Salamanque, PSB 531.

<sup>25</sup> « Acta del pleno de la Federacion local de Valencia », c.a. 03/37. IISH, FAI-CP, 17 C.

<sup>26</sup> « Proyecto de nueva estructuración organica de la Federación Anarquista Ibérica », FAI, Grupo Nervio, Archives Historiques de la Guerre Civile, Salamanque, PSB 1307.

consécutive aux journées de mai, la destruction de collectivités agricoles et l'échec des projets de socialisation dans les usines montraient une toute autre situation. La guerre était, elle aussi, oubliée, au profit d'une lecture irénique de la révolution de juillet. La réalité quotidienne et les circonstances concrètes du présent semblaient secondaires alors qu'il s'agissait précisément de les prendre en compte. A propos de l'afflux de nouveaux sympathisants, les raisons liées à la guerre n'étaient pas évoquées. L'emploi de l'expression « les nécessités de l'heure » relevait d'une rhétorique abstraite plus que d'une référence réelle au conflit.

Le troisième point du préambule livrait la motivation principale de la nouvelle structuration, sans en détailler les raisons : la FAI devait peser de façon beaucoup plus décisive sur les événements. Mais dans la description en vingt et un points qui suivait, pas une seule fois la guerre n'était évoquée, pas plus que les difficultés rencontrées depuis le 19 juillet ou même le printemps 1937, les relations avec la CNT, la lutte contre les adversaires communistes ou la question fondamentale de la participation et l'intervention au sein des instances étatiques. Les apparences étaient pourtant à peu près sauvées dans la mesure où l'abandon de l'objectif premier du mouvement libertaire, la révolution – considérée comme faite –, ne s'accompagnait pas d'une déclaration de caducité des principes doctrinaux, à l'inverse des textes et propositions d'Horacio Prieto.

La nouvelle organisation devait reposer sur des « noyaux » d'entreprise, c'est à dire des « cellules », regroupées par quartiers ou districts [*agrupaciones*] – à l'image des « rayons » communistes – puis par fédérations locales. Il était même question d'un « Comité Central de l'Organisation ». Le modèle communiste était très prégnant : l'organisation exemplaire du PCE, d'où découlait apparemment son efficacité, obsédait les leaders anarchistes. Les yeux rivés sur le parti du centralisme démocratique, les rédacteurs du projet déclaraient : « Les accords des assemblées pris à la majorité des voix, doivent être obligatoirement appliqués, tant qu'ils sont en vigueur, et les Comités de l'Organisation ont faculté de déterminer les modalités de leur application ». Le système d'élection des responsables changeait : les militants devaient désigner des individus et non plus des groupes à la direction des fédérations locales et régionales, et du Comité Central. Le projet faisait aussi une place pour un bureau de Propagande Politique, devant être nommé par les comités administratifs des districts, et chargé de préparer les projets de ligne politique dont l'application devenait obligatoire une fois acquise l'approbation de l'organisation, c'est à dire à une CAP ou Bureau politique spécifique. Toute une échelle de sanctions était prévue pour punir le défaut d'application des résolutions prises par la majorité de l'Organisation, mais aussi pour punir une mauvaise conduite personnelle ou « la diffamation de camarades », en conformité avec l'orientation disciplinaire constatée ailleurs. Les tâches immédiates de l'organisation étaient ensuite définies, en trois points : sélectionner des responsables dirigeants

la FAI, influencer l'orientation des syndicats, et élaborer une analyse politique permettant d'orienter la collaboration gouvernementale. Pour terminer, il était prévu d'éditer des cartes de la FAI, comme n'importe quel parti.

Ce projet de nouvelle structuration, proposé par la direction nationale et une partie du Comité Régional, à l'approbation de toute l'organisation, fut accepté partout sauf en Catalogne, où il fut massivement rejeté par les militants, groupes et fédérations locales. Il portait des ébauches de décembre 1936, mais ignorait la situation politique réelle dans laquelle se trouvaient la majorité des groupes anarchistes, qui ne se sentaient pas vivre dans un post-capitalisme édenique. Il fixa alors la crispation née de la répression policière contre les militants et offrit une cible à l'opposition violente à la politique de la direction anarchiste. Cette dernière était taxée de conciliatrice, et, pire que tout, de politique, qualificatif qui fut appliqué au nouveau schéma d'organisation, dont les promoteurs n'avaient pas encore commencé à s'ériger en champions de l'orthodoxie. Ce projet fut rejeté, car, présenté par la direction nationale et par les militants les plus « collaborationnistes », il fut perçu comme un pas supplémentaire vers la transformation de la FAI en parti de gouvernement, en organisation « réformiste » et « sans personnalité ».

La direction tarda un peu avant de soumettre le projet à la discussion, et, dans l'assemblée déjà citée du 1<sup>er</sup> juillet à Barcelone il n'en fut pas directement question. Un point de l'ordre du jour abordait pourtant implicitement la question : la FAI devait-elle être légalisée ? Répondre de manière positive impliquait de rédiger des statuts et d'apparaître publiquement comme une organisation politique parmi les autres. Cette question, même repoussée à la fin de l'ordre du jour, suscita déjà bien des oppositions : depuis les groupes qui déclaraient ne pas comprendre la nécessité d'une telle mesure jusqu'à ceux qui faisaient vite le lien entre la légalisation et la collaboration politique dans les instances gouvernementales. Très vite, l'accusation suprême était portée : le groupe Dinamo « informait » que quelques heures auparavant, une « réunion secrète » de responsables avait pris la décision de transformer la FAI en parti politique<sup>27</sup>. La réaction outrée de Federica Montseny, directement visée, fit monter le ton de la discussion. Un autre groupe résumait le sentiment général en affirmant que la légalisation signifiait à terme la transformation en organisation marxiste. Le vote fut sans appel contre la proposition, en dépit du fait que durant toute la réunion, tous avaient déploré des déficiences organisationnelles<sup>28</sup>.

---

<sup>27</sup> « Acta del pleno regional de grupos anarquistas de Cataluña. Primero de julio de 1937 y sucesivos », Archives Historiques de la Guerre Civile, PSB 531.

<sup>28</sup> La question de la légalisation de la FAI avait surgi suite à la volonté des autorités supérieures de la justice d'exclure ses délégués des jurys des tribunaux populaires sous prétexte qu'elle n'avait pas d'existence légale. On peut remarquer cependant que même avec les délégués d'une FAI légale, les libertaires étaient minoritaires dans ces jurys et ajouter que la défense des prisonniers ne semblait pas faire partie, par ailleurs, des priorités du groupe *Nervio*, dont les militants, en tant que membres de la

En octobre 1937, soit près de quatre mois après l'adoption de la nouvelle structuration, à la majorité, par toutes les régions sauf la Catalogne, le secrétaire régional de la FAI, Gilabert, dans une lettre à son homologue de la CNT, Domenech, offrait une vision d'ensemble de l'état de la Fédération Locale des Groupes Anarchistes de Barcelone. Il se plaignait de ne pas avoir réussi à réformer l'organisation selon le schéma prévu par la nouvelle structuration :

avec une majorité de camarades désorganisés, laissant les groupes à la merci de certains camarades, quelques-uns sans doute de bonne volonté, mais en décalage absolu par rapport à la réalité ambiante et qui ont un point de vue primitif sur les choses. Parmi les groupes de Barcelone, prédomine aujourd'hui la tendance jacobine, le totalitarisme, l'action occulte et irresponsable, libérant l'instinct de destruction, avec une théorie inaltérable que l'on veut appliquer à toutes les situations, presque toujours au préjudice des intérêts généraux du mouvement anarchiste. [...] Les groupes réfractaires à la nouvelle structuration organique de la FAI neutralisent considérablement l'influence du peu de camarades qui luttons au sein de la FAI pour faire de celle-ci une organisation dotée d'une crédibilité et d'un caractère suffisant pour qu'elle puisse prétendre représenter l'anarchisme<sup>29</sup>.

Enfin, en demandant de l'aide à la direction régionale de la CNT (sa lettre fut envoyée à une centaine de cadres confédéraux), il avouait que la nouvelle structuration était clairement destinée à désarticuler la tendance adverse :

C'est seulement avec la constitution des Agrupaciones que nous parviendrons à donner un nouveau cours à la FAI, à fortifier notre organisation, à élargir la base de notre mouvement anarchiste et à neutraliser complètement les influences négatives qui actuellement dominent parmi les groupes de Barcelone.

Cette situation de quasi-scission se prolongea au-delà de l'hiver, opposant toujours un secteur majoritaire qui rejetait à la fois le bilan de la CNT-FAI depuis le début de la guerre, la nouvelle structuration et la collaboration politique, et quelques personnalités dirigeantes déconnectées de la base militante de la ville. En mars 1938, une assemblée de la FLGA votait même, à une large majorité, une résolution statuant que seuls les groupes affinitaires représenteraient les militants de la ville à la prochaine réunion nationale, les *Agrupaciones* n'étant pas reconnues<sup>30</sup> : la rupture était complète avec le Comité Péninsulaire qui, soutenu cette fois par toutes les autres régions, avertit qu'à cette future assemblée, seuls les *Agrupaciones* auraient droit de vote, les groupes n'étant admis à la rigueur que comme observateurs, sans droit à participer aux débats. Pourtant, il fallut attendre le 17 mars 1938 pour que quelques partisans de la nouvelle structuration

---

direction libertaire durent se défendre en permanence contre l'accusation d'abandon des prisonniers, lors de plusieurs Pléniums locaux et régionaux, ainsi que dans les lettres collectives des prisonniers.

<sup>29</sup> « Carta-circular del Comité regional de la FAI », 6 octobre 1937, IISH, CNT, 95 A

<sup>30</sup> « Acta de la reunión de delegados de GGAA de Barcelona », 09/03/38, Archives Historiques de la Guerre Civile, PSB 1307.

missent leurs discours en pratique et se constituassent formellement en *Agrupación*, après que les groupes du faubourg de Armonía de Palomar (Sant Andreu de Palomar), l'eussent eux-mêmes fait. Ils se dotèrent de statuts propres, tampon encreur, papier à en tête, fichier de militants, et envisagèrent d'avoir leur propre local. Ils prirent leurs dispositions pour une reconnaissance légale, prévoyant la signature du livre d'actes par les fonctionnaires du Ministère de l'Économie et du Ministère de l'Intérieur (mesure obligatoire pour toute association politique). Cette *Agrupación* rassemblait 36 personnes, parmi lesquelles on trouvait essentiellement des membres de la direction nationale, des journalistes liés à celle-ci, et des militants argentins proches du CP.

En septembre 1938, lors d'une assemblée régionale, on ne comptait que trois *Agrupaciones* : les groupes affinitaires dominaient toujours, et apparemment de façon définitive. Dans la documentation, il n'était plus question nulle part de la nouvelle structuration. Comme l'exprimait un membre du Comité Régional dans une lettre datée du 31 août 1938, « C'est seulement devant la preuve palpable de la scission que l'on a pu arriver à admettre la coexistence de groupes et de *Agrupaciones* anarchistes comme unités de l'organisation ». Enfin, une lettre de l'*Agrupación* de Barcelone basée sur le groupe Nervio et datée du 8 octobre 1938 se plaignait toujours du fait que ses membres étaient maintenus à l'écart de la vie de l'organisation dans la ville et réclamait l'intervention officielle du CP dans son ensemble pour faire cesser cette « situation anormale ».

## **La discipline au service de l'intégration politique 2) le Comité Exécutif du Mouvement Libertaire**

Dans le cas du Comité Exécutif du Mouvement Libertaire, mis en place au printemps 1938 en Catalogne, on trouve le même lien entre la préoccupation disciplinaire et l'entrée dans une Union nationale présentée comme le seul horizon politique. A la fin de l'hiver 1938, la situation très difficile sur les fronts (chute du front d'Aragon, coupure de la zone républicaine en deux, crise politique et constitution d'un deuxième gouvernement Negrín, d'union républicaine) et la nécessité toujours plus urgente de centraliser l'organisation des trois branches du mouvement libertaire, firent franchir au CR de la CNT un pas de plus : la CAP et le Comité de Liaison furent dépassées par la création, le 3 avril, du Comité Exécutif du Mouvement Libertaire (CEML). Le texte de sa constitution commençait ainsi :

Les représentants des trois organisations libertaires, réunis [ce jour], s'accordent sur la nécessité de constituer, tant que durent les circonstances créées par la guerre, un Comité à caractère exécutif qui régule les fonctions du mouvement libertaire.

Le CEML était constitué de trois représentants du CR de la CNT, deux de la Fédération Locale de Barcelone de la CNT, deux du CR de la FAI, un de la FL

de la FAI, un du CR des JJLL et un de la FL des JJLL. Il avait faculté de désigner librement des militants pour occuper des responsabilités dans d'autres organismes annexes ou sous-sections<sup>31</sup>. Avec cet organisme, la réunion des trois branches du mouvement devenait une réalité : il ne s'agissait plus d'assurer une certaine harmonie, mais de marcher d'un même pas. Il était précisé que « tous les organismes locaux et cantonaux des trois mouvements favoriseront et appliqueront les résolutions de ce Comité ». Le CEML absorbait ainsi les fonctions et l'autorité des directions des trois branches. Ses attributions couvraient les domaines les plus importants du moment : la politique et la guerre. Les CR n'avaient même pas un rôle de conseil auprès du CE. Celui-ci maintenait une CAP avec une fonction réduite à celle d'un bureau d'études, et une Commission Militaire pour les questions touchant à la guerre. Les CR n'avaient plus qu'une seule mission importante : « veiller à l'accomplissement de ce qu'il [le CE] dispose ». Finalement, il leur restait peu de choses à décider, ce que reflètent les procès verbaux des réunions du CR de la CNT après le 3 mai : il y était surtout question d'affaires syndicales, d'administration interne, ou de thèmes déjà tranchés par le CE.

Autre aspect important : le CEML prenait ses décisions à la majorité simple, entérinant une évolution capitale dans la pratique du mouvement depuis le début de la guerre : cela en était bien fini de l'unanimisme requis dans les réunions. Après une discussion où se manifestaient des désaccords, on n'attendait plus qu'une commission se charge de rédiger une résolution tentant « d'harmoniser » des positions inconciliables comme cela se passait précédemment dans chaque assemblée anarchiste. Non seulement, le principe de l'unanimité était abandonné, mais surtout, les décisions devenaient exécutoires par tous, y compris par la minorité.

La volonté de changer et de renforcer le mouvement libertaire allait beaucoup plus loin sur le plan disciplinaire :

Les attributions exécutives de ce Comité iront jusqu'à l'expulsion fulgurante de tous les individus, groupes, syndicats, fédérations locales ou de cantons, ou Comités qui n'appliqueront pas les résolutions générales du mouvement et qui par leurs agissements lui porteront préjudice.

L'acte de naissance du CEML précisait aussi que tous ceux qui aideraient les expulsés seraient sanctionnés à leur tour : la difficulté à soumettre les « Amis de

---

<sup>31</sup> Le 24 mai 1938, la composition du CEML était la suivante. Domenech, au nom du Comité régional de la CNT, était chargé de la « section redistribution du travail » ; García Oliver, lui aussi délégué du CRT, de la « section défense nationale » ; Isgleas, lui aussi délégué du CRT, était le délégué du CEML au CN de la CNT. Enrique Guardaminos, pour la Fédération locale de Barcelone des Syndicats Uniques, était adjoint de Domenech ; Aurelio Fernández, lui aussi délégué de la FLSU de Barcelone, était chargé de la « section juridique » et de l'ordre public ; José Xéna, délégué du CR de la FAI, était chargé du lien avec les cantons catalans, tandis que Esgleas, lui aussi délégué du CR de la FAI, s'occupait de la section « Politique, presse et propagande ». Enfin, Merino, pour la Fédération locale des groupes anarchistes de Barcelone, s'occupait de la « section défense » de la région, et Fidel Miró, pour les Jeunesses libertaires, occupait le poste de secrétaire.

Durruti », quand les syndicats refusaient de mettre à exécution l'ordre d'expulsion pris par le Comité Régional de la CNT, avait laissé des traces. Cependant, la nouveauté ne résidait pas dans cette accentuation du centralisme et de la discipline. Le Comité Exécutif s'octroyait surtout une grande capacité d'interprétation pour juger des écarts de conduite qui dépendaient en réalité de l'adhésion ou du rejet de son programme politique ; le contenu de celui-ci est éclairant sur le sens de ces transformations organisationnelles. Ce programme était reproduit dans la déclaration de constitution du Comité Exécutif, comme une charte de fondation : « Conclusions fondamentales auxquelles arrive le mouvement libertaire et dont le CE surveillera l'application ». Il subordonnait tout à la guerre et ne parlait que de militarisation, de production, et d'ordre. Son préambule était le suivant :

La nécessité de gagner la guerre et de répondre de façon fulgurante à l'agression dont est l'objet le peuple espagnol de la part des armées d'Hitler et de Mussolini qui ont envahi notre pays, a décidé le Mouvement libertaire de Catalogne à concentrer toutes ses énergies et son énorme influence populaire dans une seule instance : le Comité Exécutif ; et pour un seul but : gagner la guerre, étroitement unis aux autres organisations antifascistes, en aidant fermement à l'application de toutes les dispositions des Gouvernements de la République et de la Généralité de Catalogne.

La direction libertaire ne pouvait pas signifier plus clairement qu'elle avait complètement assimilé la ligne du gouvernement Negrín et de la direction du PCE et du PSOE : la guerre était une guerre de libération nationale du peuple espagnol et il n'était pas question de se préoccuper d'autre chose. Elle mettait à la disposition du gouvernement « son énorme influence populaire » pour faire appliquer toutes ses décisions, c'est à dire qu'elle se transformait en courroie de transmission de l'Union nationale. La mise en discipline du mouvement s'intégrait à celle de la société toute entière sous la direction du gouvernement : la contestation politique dans les rangs de la CNT et de la FAI devait disparaître, de même que dans le camp républicain en général, on assistait à la disparition complète du débat politique et à l'érection de l'unanimité en obligation légale<sup>32</sup>.

---

<sup>32</sup> Dans les instructions données à la censure en septembre 1937, on cherche à protéger le gouvernement des questions politiques : il est interdit de faire référence au chef du gouvernement dans des articles de polémique ou de mentionner le Président de la République. Aucun article tendant à diminuer le prestige du gouvernement de la Généralité ou de son Président n'est autorisé. Il faut signaler aussi la prohibition de toute attaque contre les gouvernements et représentations des pays étrangers démocratiques amis de l'Espagne républicaine, « et spécialement en ce qui concerne la Russie et le Mexique » Mieux, les instructions expliquent que « les polémiques entre les partis politiques et les centrales syndicales seront supprimées si elles sont de caractère violent et seront uniquement autorisées dans le cas où elles se référeront à des questions doctrinales [Le censeur] doit veiller à ce que le Front antifasciste ne s'affaiblisse pas. [Aucun article contenant] quelque critique que ce soit entre les partis antifascistes [n'est autorisé]. » Le mémoire du 1<sup>er</sup> novembre 1937 rédigé par le Commissariat à l'ordre public va plus loin, recommandant de supprimer « toutes les nouvelles qui, directement ou indirectement, laissent entrevoir à nos ennemis qu'il existe des problèmes à l'arrière, en ce qui concerne l'Ordre public [...] tout ce qui signifierait une

À cette intégration, il était logique que corresponde alors la continuité entre la « disciplinarisation » interne du mouvement et celle à laquelle était soumise la société ; la centralisation et la création d'un organisme exécutif comme le CEML était un outil pour l'édification de l'ordre à l'arrière. De la même façon que la répression d'un secteur et d'un faisceau d'attitudes radicales dans l'anarchisme de la part de l'État et des adversaires de la CNT-FAI, facilitait à l'intérieur de celle-ci la soumission des contestataires et l'imposition d'une politique de collaboration, le CEML évoquait clairement la mise en ordre des rangs anarchistes comme moyen pour rendre possible l'établissement de l'ordre à l'arrière. Sur les dix points du programme, quatre faisaient référence à la discipline sous une forme ambiguë, laissant entendre que la rigueur disciplinaire s'appliquerait partout, et pour commencer dans les organisations libertaires. Chaque militant devait veiller à respecter ces nouvelles « normes » érigées en principes sacrés (la sanction en cas d'écart, la « *expulsión fulminante* » avait quelque chose de la vengeance divine). Le mouvement libertaire et ses hommes et femmes s'engageaient à :

- 1) Soutenir la guerre contre le fascisme tant qu'il restera un mètre carré de terre au pouvoir de l'ennemi.
- 2) Accepter la militarisation avec toutes ses conséquences.
- 3) Ne pas couvrir les déserteurs et les insoumis et les obliger à se présenter au recrutement de l'Armée populaire.
- 4) et 6) Intensifier la production dans tous les domaines et ne pas couvrir les saboteurs.
- 5) Paralyser toutes les branches de la production considérées comme superflues, faire travailler leurs personnels aux tâches réclamées par la guerre et faire accéder les femmes à tous les aspects de la production.
- 7) Ne pas couvrir ni protéger les perturbateurs de l'ordre antifasciste.
- 8) Défendre uniquement les camarades qui, suite à une erreur ou à une incompréhension des autorités, seraient mis en prison.
- 9) Participation de la CNT aux gouvernements de la République et de la Généralité, dans toutes les municipalités et dans tous les organes administratifs et décisionnels du pays.
- 10) Entrée de la CNT et de la FAI dans le Front populaire de Catalogne.

Ce huitième point était cohérent avec le retour de la CNT au gouvernement, qui était censé rendre « les autorités » incapables d'exercer la moindre répression consciente contre les rangs libertaires. Comme si l'entrée de la CNT au gouver-

---

diminution de l'autorité de la part du Gouvernement. » Archives Militaires d'Avila, Section II, liasse 556. Les tribunaux d'opinions comme le Tribunal Spécial d'Espionnage et de Haute Trahison et ses Tribunaux Spéciaux de Garde condamnaient à tour de bras tous les individus qui même dans leurs propos privés sortaient de ce cadre. Cf. ma thèse, « Répression et ordre public en Catalogne pendant la guerre civile », chap. 5.

nement suffisait à en changer la nature et que « l'organisation » était devenue un talisman : les autorités ne représentaient plus un adversaire, mais un partenaire capable d'erreurs. N'était-ce pas déjà la teneur des propos de *Solidaridad Obrera* au lendemain de l'entrée dans le gouvernement de Largo Caballero ? On y lisait :

L'entrée de la CNT au gouvernement central est l'un des faits les plus transcendants qu'ait enregistré l'histoire politique de notre pays. Depuis toujours, par principe et par conviction, la CNT a été anti-étatiste et hostile à toute forme de gouvernement. Mais les circonstances, presque toujours plus fortes que la volonté humaine, quoique déterminées par elle, ont changé la nature du gouvernement et de l'État espagnols. A l'heure actuelle, le gouvernement [...] a cessé d'être une force d'oppression contre la classe ouvrière, de même que l'État n'est plus l'organisme qui divise la société en classes (sic). Tous deux cesseront, à plus forte raison, d'opprimer le peuple avec l'intervention de la CNT dans leurs organes<sup>33</sup>.

Une nouvelle fois, un texte d'orientation de la CNT faisait l'impasse sur le programme politique d'un gouvernement dans lequel elle entrait, comme si la simple présence du sigle anarcho-syndicaliste aux côtés des autres suffisait à opérer une « transsubstantiation » de « l'État oppresseur » en institution permettant de gagner la guerre et la révolution.

Le CEML voyait une continuité entre les perturbateurs de l'arrière antifasciste et les perturbateurs de l'Organisation anarchiste. La continuité entre la répression et l'ordre à l'arrière et la discipline et l'ordre dans le mouvement libertaire reposait sur une continuité politique, sur un programme commun aux partisans de l'ordre, qu'ils soient l'État, les communistes, ou le CN de la CNT et au CEML. Cette politique commune était clairement exposée dans les dix points du programme, qui évoquait l'incorporation de la CNT à une nouvelle version du Front populaire, le Front Populaire Antifasciste. La CNT, qu'elle soit catalane ou nationale, avait en effet opéré un rapprochement politique important avec le PCE, sur la base de la lutte contre tout signe de défaitisme, en particulier contre le ministre de la guerre, le socialiste Indalecio Prieto. Un des premiers actes du CEML fut de rendre compte aux syndicats de Barcelone de la constitution le 5 avril, du nouveau gouvernement Negrín, où siégeait un ministre de la CNT, Segundo Blanco, à l'éducation. Ce gouvernement était présenté comme une réaction salutaire du « secteur antifasciste » face aux « liquidationnistes » et aux défaitistes Indalecio Prieto et Martínez Barrio. Ensuite, il était annoncé que les organisations syndicales travailleraient à la chasse aux embusqués dans les usines, leur mission commune étant de discipliner l'arrière. Le CEML se lança dès le mois d'avril dans un travail de réorganisation et de connaissance des syndicats de

---

<sup>33</sup> Traduction de César Lorenzo. Cité par lui à la p. 318 de *Le mouvement anarchiste en Espagne (op. cit.)*. Il estime que malgré l'attribution de ce texte à Diego Abad de Santillán, il s'agit de la plume de Jacinto Toroyho.

toute la Catalogne : des congrès furent tenus dans les cantons, et à chaque fois, il y fut débattu des meilleurs moyens de faire parvenir jusqu'aux plus petits villages les circulaires du CE. Ce nouvel organisme fut très mal accueilli par le CN de la CNT, qui refusa de s'adresser à lui et déclara ne traiter qu'avec le Comité Régional de la CNT catalane. Non pas que l'autoritarisme et la recherche de la discipline manifestés par le CEML choquent le CN de la CNT, bien au contraire. On observe dans les pratiques des deux organismes une grande similitude sur ce plan, même si elle ne fait pas l'objet d'une déclaration de principes en bonne et due forme par le CN. Même s'il pouvait porter sur des appréciations différentes sur des points secondaires, comme la question de la nationalisation des industries de guerre au printemps 1938, le désaccord entre les deux instances dirigeantes était beaucoup plus lié à des luttes de clans, et au fait que les « puristes » de la FAI, partie prenante du CEML (Esgleas était responsable « politique, presse et propagande »), étaient engagés dans une sérieuse bataille, à travers le Comité Péninsulaire FAI, contre le Comité National de la CNT, et en particulier Mariano Vázquez et Horacio Prieto.

On l'a vu, les « puristes », qui comptaient dans leurs rangs des ministres, étaient prêts à transformer la FAI en parti politique et ils étaient capables de signer le programme du CEML, mais ils occupèrent dès le départ le terrain de la mauvaise conscience anarchiste et leur utilisation patrimoniale des principes doctrinaux anarchistes pour lancer des foudres sur leurs adversaires étaient une des choses qui agaçaient le plus ceux qui comme Horacio Prieto avaient choisi d'être pragmatiques jusqu'au bout. La crise et le désaccord entre Comité National de la CNT et CEML et entre ce même Comité National et Comité Péninsulaire de la FAI, s'expliquent aussi par l'incompréhension réciproque des Castillans et des Catalans, comme le montre le malaise en Catalogne suite au rejet du CEML. Francisco Isgleas l'exprimait ainsi : « l'Organisation Nationale s'est trompée au sujet de la Catalogne, car elle n'a pas tenu compte du fait que dans cette région, l'idée raciale du peuple réside dans le régionalisme »<sup>34</sup>. La mise en place du CEML n'était pas seulement un pas supplémentaire dans la centralisation du mouvement libertaire catalan, c'était aussi une manœuvre destinée à renforcer l'homogénéité de la région face à l'autoritarisme du CN. C'est d'ailleurs explicitement de cette façon que l'entendit le CN, qui condamna la constitution du CE

---

<sup>34</sup> L'ambiance est tellement dégradée que les délégués catalans aux assemblées nationales se plaignent au CR d'être boycottés par les autres régions, « au point de ne pas pouvoir s'exprimer librement ». La célébration d'un meeting d'unité avec l'UGT, suite à la signature du pacte entre les deux centrales, aiguise les tensions entre le CEML et le CN : il semble que la Fédération locale de la CNT de Barcelone refuse de participer puisqu'elle n'a pas eu son mot à dire dans la rédaction du pacte. Le CN déclare que la participation est obligatoire (et les Catalans finissent par se soumettre), faisant preuve d'une rigidité que l'UGT elle-même ne connaît pas : au même moment, celle-ci soumet les termes du pacte à l'approbation de sa Fédération locale de Barcelone et des Fédérations d'industries.

et refusa par la suite de maintenir une quelconque relation organique avec lui. Il lui mena la vie dure jusqu'au congrès du Mouvement Libertaire d'octobre 1938, où les tensions atteignent un nouveau degré d'intensité, après quoi le CEML ne réapparaît plus. Au cours de la guerre, le faux débat opposant les partisans de l'adaptation circonstancielle aux gardiens de la « pureté » doctrinale anarchiste n'empêcha pas les tenants des deux options de participer à la transformation du mouvement libertaire en instrument de la mobilisation étatique pour une guerre qui n'avait plus rien de révolutionnaire. L'aliénation complète de la CNT ne passa pas seulement par le franchissement du Rubicon de la participation gouvernementale, les principes doctrinaux n'étant qu'un des éléments de l'identité des organisations libertaires, et en particulier de la CNT. La transformation de celle-ci fut réalisée quand, à l'abandon des objectifs révolutionnaires, se joignit l'adaptation de son fonctionnement à celui, militarisé, de l'État et de ses adversaires communistes. La transformation de la CNT en un rouage de l'État de Front populaire en guerre fut combattue par de nombreux militants, mais la focalisation du débat autour des questions doctrinales et l'exclusion des opposants dotés d'un programme, les « Amis de Durruti », permit de noyer ces critiques et de sauver la direction : aux moments décisifs, l'urgence de la situation militaire et la rhétorique de l'union dans la tempête permettait de serrer suffisamment les rangs, du moins de manière provisoire.

On sait qu'une fois la guerre civile officiellement conclue, les passions se déchaînèrent à l'intérieur du mouvement libertaire : beaucoup de tensions s'étaient accumulées, beaucoup de dents avaient grincé, trop longtemps, en appliquant les consignes. Les larmes des cadres de défense en mai 1937 sur les barricades de Barcelone, n'avaient sans doute pas été sans écho. Mais, on le sait aussi, les tempêtes qui agitèrent le mouvement n'empêchèrent pas le clan dirigeant, lié au CP de la FAI pendant la guerre, de tenir bon la barre jusqu'à la fin de la dictature, juchés sur des principes doctrinaux dont ils avaient fait un patrimoine, un graal dont ils étaient les seuls gardiens, un pactole symbolique qu'ils avaient fait fructifier. Toute cette histoire eut un impact réel jusqu'en décembre 1979, lors de la scission de la CNT en Espagne, d'une CNT qu'avaient rejointe des dizaines de milliers de personnes et où les questions patrimoniales furent parmi les pommes de discorde les plus amères.